

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 SEPTEMBRE 2013

Nombre de Conseillers : 18

Présents : 12 (13 à compter du point 3)

Pouvoir : 2

L'an deux mille treize et le vingt-trois septembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, GARCIA Eric, LEBORGNE Sylvie, WEISS Elisabeth, CAZZOLA Stéphane, BERGEZ Danielle, Adjoints; MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BESSONE Eric, DOTTA Stéphane, LACREUSE Brigitte, HILY Guy, LAMBERT CONSTANT Eliane.

Absents et excusés :

**BUISINE Serge (UVERNET Gabriel),
EGENSCHWILLER Sabine (pouvoir à PELLERIN Annick),
GIROUD Patrick,
MATI Chantal,
FILERI Grégory.**

Séance ouverte à 18h10

Désignation du secrétaire de séance : Mme WEISS Elisabeth

Lecture du compte rendu : Adopté sans observations

Lecture des décisions : Aucune

Arrivée de Monsieur BESSONE Eric à 18h20

1. CREATION DU SYNDICAT MIXTE DU MASSIF DES MAURES

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 5711-1 à L 5711-3 et L. 5212-16 ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 mai 2007, portant délimitation du périmètre d'action de la Charte Forestière de Territoire du Massif des Maures ;

Vu la proposition de statuts du Syndicat Mixte du Massif des Maures – mai 2013 ;

Vu la volonté de la Communauté de Communes Cœur du Var d'adhérer au Syndicat Mixte du Massif des Maures.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'approuver l'adhésion de la Communauté de Communes Cœur du Var au syndicat mixte du Massif des Maures.

ARTICLE SECOND : Transmet la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Sous-préfet de Draguignan.

Adopté à l'unanimité

<u>2. REALISATION DE DIAGNOSTICS ACCESSIBILITE – CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA PASSATION DU MARCHE DE PRESTATION DE SERVICE.</u>

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code des Marchés Publics et plus particulièrement son article 8 qui encadre les dispositions règlementaires du groupement de commandes ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » qui impose la réalisation de plans de mise en accessibilité de la voirie et espaces publics et des diagnostics des Etablissements Recevant du Publics (ERP) et Installations Ouvertes au Public (IOP) ;

Considérant que pour réaliser ces diagnostics qui consistent en une analyse de la situation au regard des obligations définies par la réglementation, un descriptif des travaux nécessaires et une estimation du coût des travaux, il est nécessaire de mandater un prestataire ;

Considérant qu'il semble opportun de mettre en place un groupement de commande afin de permettre la mutualisation des procédures de passation des marchés publics ;

Considérant qu'il a été convenu de créer ce groupement de commande entre la Communauté de communes Cœur du Var et les communes de Besse sur Issole, de Cabasse, du Cannet des Maures, de Carnoules, Gonfaron, Pignans et du Thoronet ;

Considérant que le coordonnateur de ce groupement de commande sera la Communauté de communes Cœur du Var.

A ce titre, la Communauté de communes Cœur du Var sera notamment chargée de :

- rédiger les cahiers des charges,
- faire paraître les avis d'appel public à la concurrence ;
- remettre le DCE aux candidats ;
- répondre aux questions des candidats ;
- informer les candidats non retenus ;
- faire paraître les avis d'attribution ;
- signer les conventions au nom des membres du groupement et les transmettre au contrôle de légalité;

- notifier les conventions au nom des membres du groupement ;
- représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché ;

Considérant que la constitution du groupement de commande et son fonctionnement sont formalisés par une convention qu'il est proposé d'adopter ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter l'exposé ci-dessus ;

ARTICLE SECOND: D'approuver le principe du groupement de commandes entre la Communauté de communes Cœur du Var et les communes de Besse sur Issole, de Cabasse, du Cannet des Maures, de Carnoules, Gonfaron, Pignans et du Thoronet;

ARTICLE TROISIEME : D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tous les documents y afférent ;

ARTICLE QUATRIEME : D'accepter que la Communauté de communes Cœur du Var soit désignée comme coordonnateur du groupement ainsi formé.

Adopté à l'unanimité

Arrivée de M. CAZZOLA Stéphane à 18h35

<p><u>3. CONCLUSION DU CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE ET CONVENTION PARTENARIALE AVEC LA F.O.L.</u></p>

Madame LEBORGNE Sylvie, Adjointe au Maire, expose au Conseil Municipal que la Commune de Lorgues a engagé depuis plusieurs années, une action en faveur des primaires et collégiens en difficulté ou en échec scolaire, à travers un Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité.

Ce dernier propose l'organisation et l'animation d'ateliers d'aide et de soutien scolaire mais également de soutien à la parentalité.

Considérant que plusieurs thoronéens bénéficient de ce soutien scolaire, tout comme certains entrecastelains, il est aujourd'hui nécessaire d'officialiser cette action commune par la constitution du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité par le Thoronet, pour un montant de 3734 € (année scolaire 2013-2014).

Mme LEBORGNE explique que la Commune de Lorgues a confié la gestion et la coordination du dispositif à la Fédération des Œuvres Laïques du Var (F.O.L.) ; 25 jeunes thoronéens pourront bénéficier de cet accompagnement, le Contrat Local

d'Accompagnement à la Scolarité prévoyant une présence au Thoronet les première et troisième semaines de chaque mois.

Lecture est donnée du projet de convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De conclure la convention partenariale du dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité initié par la Commune de Lorgues.

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la dite convention.

Adopté à l'unanimité

4. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS D'INONDATIONS (P.P.R.I.) ET AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu l'arrêté préfectoral en date du 07/02/2013 prescrivant le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Inondations sur la commune du Thoronet,

Vu l'Article R. 562-7 du Code de l'environnement prévoyant la soumission du projet à l'avis du Conseil Municipal dont le territoire est couvert par le plan.

Vu la réception du projet en Mairie le 1^{er} août 2013,

Considérant qu'il appartient à la commune de délibérer dans le délai de 2 mois,

M. le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que les services de l'Etat ont débuté en octobre 2012, l'élaboration Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Inondations (désigné P.P.R.I.) du Thoronet.

Leur démarche s'est ponctuée de réunions publiques (15/11/2012 et 06/06/2013) à l'issue desquelles les administrés tout comme la municipalité du Thoronet ont pu faire part de leur réclamations à travers notamment des cahiers d'observations.

Le règlement et le zonage du territoire ont connu favorablement depuis, quelques modifications mais n'ont pas répondu à toutes les attentes des thoronéens et des membres du Conseil Municipal (exprimées en réunion de travail).

Monsieur le Maire rend compte des propositions de la commission Urbanisme élargie, réunie dans le cadre de la préparation de la présente délibération.

Ainsi, il rappelle que les parcelles bâties désormais classées en zone dite rouge ont reçu l'aval des services de l'Etat pour être construites. En effet, jusqu'en 1983, il revenait aux services étatiques d'accorder les permis de construire. A compter de

cette date, la Commune devenue responsable de l'urbanisme n'a plus octroyé de permis en bordure de l'Argens.

Le classement en zone rouge fait perdre la quasi-totalité de la valeur des biens construits ; c'est l'Etat qui aujourd'hui accable alors que c'est l'Etat qui est responsable de cette situation.

- **Il est demandé de revoir le zonage « zone rouge R1 » pour une classification en « zone bleue B3 » aux Fadons et à la Chapelle (voir annexes).**

De plus, il est contestable que le cœur du hameau les Bertrands soit impacté par le projet de P.P.R.I. alors que la zone d'implantation de ces constructions remonte au 13^{ème} siècle, époque du métayage en lien avec l'Abbaye.

- **Il serait logique de le classer en aléas exceptionnel.**

En outre, la loi Solidarité et Renouvellement Urbain incite la commune à réduire les espaces non urbanisés en favorisant la densification raisonnée des espaces déjà urbanisés ; ce qui contraint à développer le noyau villageois en priorité.

Le P.P.R.I. vient en contradiction de la loi S.R.U. en classant la zone urbaine en zone rouge (ce qui ne permet pas de constructions) et ce, alors même que la crue exceptionnelle du cours d'eau « le Vallon » le 26/10/2012 n'a jamais atteint les territoires visés par la cartographie du P.P.R.I. encart 15.

De même au nord du noyau villageois, les terrains destinés à recevoir des logements répondant aux critères de mixité sociale sont classés en zone rouge R1-R3 et en crue exceptionnelle.

Egalement, à l'est du village, le classement en R.1 des zones allant du lit du cours d'eau jusqu'au chemin existant compromet le projet de création des services techniques municipaux bien que le plan altimétrique réalisé par le géomètre relève une différence de 7 mètres entre l'axe du cours d'eau et ledit chemin.

Le village est ainsi condamné à demeurer figé alors que les zonages prescrits par le P.P.R.I. ne correspondent pas à la réalité de terrain.

- **Il est nécessaire de classer les zones rouges R1 – R3 du noyau villageois en zone bleue B2 et réduire la zone rouge à la sortie est du village (implantation du projet des services techniques). La commune s'engage à détruire l'ouvrage limitant (pont) et le reconstruire selon les préconisations de la D.D.T.M. d'ici 2015.**

Enfin, s'il est louable que ce projet de P.P.R.I. ambitionne de protéger les populations des villes situées en aval du Thoronet, il n'est pas démontré un engagement pour que les bassins versants du Caramy, de l'Issole, de la Bresque, et

du Vallon, du Miquelet soient régulés par un entretien régulier de ces derniers, protégeant ainsi le Thoronet.

Au regard de l'exposé ci-avant, après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'émettre un avis défavorable au projet de Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Inondations sur la commune du Thoronet, soumis à l'avis du conseil municipal,

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de solliciter Monsieur le Préfet du Var afin que les argumentations précitées soient prises en considération et le projet de P.P.R.I. modifié en conséquence.

Adopté à l'unanimité

<u>INFORMATIONS DIVERSES</u>

Par Monsieur le Maire :

- Lecture du courrier d'une commerçante thoronéenne portant sur la demande de transfert de son commerce actuel dans un local situé Rue Grande. Le locataire actuel n'a jamais fait connaître à la Commune son intention de quitter le dit local.
- Enquête publique, Plan de Prévention des Risques d'Inondations (P.P.R.I.) sur la commune du Thoronet et permanences en mairie du Commissaire enquêteur.
- Lecture du courrier de l'association nationale des élus de la vigne et du vin (ANEV) et remerciements pour notre mobilisation en faveur du maintien d'un système de régulation des plantations.
- Lecture courrier suite à l'Adhésion à la Fondation du Patrimoine.

Séance clôturée à 19h15

La secrétaire de séance

Mme Elisabeth WEISS